

On n'ignorait pas que V. Thorn en avait assez, et de la résistance rencontrée dans une partie de la population en ce qui concernait le ravitaillement, et des attaques de la Chambre. Mais grande fut tout de même la surprise générale lorsque, en séance du 24-4-1917 et après que lui et ses collègues eurent encore déposé différents projets de loi, le Ministre d'Etat fit la déclaration suivante, considérée « d'agressive » par le « Luxembourger Wort » du 25-4-1917 :

« Le Gouvernement a l'honneur de faire à la Chambre la déclaration qui suit. La situation du pays, au point de vue de l'alimentation publique, demeure tendue. Pour conjurer le mal, pour procurer aux classes non pourvues les vivres indispensables, le Gouvernement a mis en œuvre toutes ses ressources de savoir-faire et de volonté agissante. Il a poursuivi, avec l'Allemagne et les Pays-Bas, des négociations qui, pour des catégories importantes de denrées, ont abouti à des résultats favorables. Les mesures d'ordre intérieur n'ont malheureusement pas servi comme il eut été souhaitable, la cause du ravitaillement. Des fractions appréciables de la population se sont refusées aux subordinations liées à l'entreprise de fraternité. Dans toutes les parties du pays, les limitations imposées à l'emploi et au mouvement des produits du sol ont été et continuent à être méconnues. Les moyens de surveillance et de coercition à l'usage de notre appareil de police sont mis en échec par la soif de gains rapides ainsi que par l'égoïsme qui conduit aux approvisionnements privés illicites. Du fait que les producteurs n'ont pu être amenés en masse à se dessaisir suivant les prescriptions réglementaires des denrées destinées aux non-producteurs, du fait aussi que les fruits de la terre ont été soustraits en de fortes quantités à l'emprise des arrêtés par des transferts de propriétés illicites, sont nées dans le relâchement grandissant des biens de la solidarité sociale et en coopération avec les conséquences économiques générales de la guerre, la misère et les perspectives d'avenir angoissantes qui sont actuellement le lot de nombreuses familles luxembourgeoises. Le mécontentement se répand de plus en plus dans le pays. Une partie notable de la population se trouve atteinte dans ses facultés d'existence, soit par le déclin des professions, soit par l'avilissement des agents monétaires. Dans les centres industriels surtout, le malaise du temps se traduit par un esprit de critique intempérante qui substitue à la fatalité des circonstances la responsabilité des hommes en charge publique de direction.

« Par les abondantes polémiques dirigées contre l'action gouvernementale, la grande et la petite presse du pays, à de rares exceptions près, contribue à entretenir dans le public des ferments d'agitation pernicieux au prestige de l'autorité exécutoire. Cependant, aucun Gouvernement n'est capable de réalisation fructueuse lorsqu'il n'est pas soutenu par la sympathie des populations. Du moment qu'il ne peut plus se reposer sur l'adhésion confiante des administrés, ses efforts si consciencieux et persévérants soient-ils, se perdent dans le vide.

» Mus par les considérations qui précèdent, les membres du Gouvernement ont résigné leurs pouvoirs entre les mains de la Souveraine. Ils souhaitent ardemment que les hommes qui prendront la suite des affaires, réussissent mieux que le cabinet démissionnaire à ramener la concorde dans le pays et à dresser tous les cœurs vers le bien de tous.